



## CHAPITRE 151

### Loi de l'inspection des échafaudages

Inspectionneur des échafaudages.

1. Il est du devoir des autorités municipales de toute cité ou ville dans les limites de laquelle un édifice public au sens de l'article 2 de la Loi de la sécurité dans les édifices publics (chap. 149) est en voie d'être construit ou modifié, d'employer, en qualité d'inspecteur des échafaudages, une personne compétente chargée de la surveillance et de l'inspection des échafaudages et des monte-charge servant à la distribution des matériaux destinés à l'édifice en construction. S. R. 1941, c. 171, a. 2 (*partie*).

Honoraires.

2. Toute telle municipalité de cité ou de ville peut, par règlement, fixer un honoraire n'excédant pas trois dollars pour telle inspection. S. R. 1941, c. 171, a. 2 (*partie*).

Certificat.

3. Tout entrepreneur, constructeur pour son compte, ou tout contremaître qui se sert d'échafaudages d'au moins quinze pieds de hauteur doit obtenir un certificat d'inspection de son échafaudage, signé par l'inspecteur désigné pour cette fin et contresigné par le secrétaire de la municipalité. S. R. 1941, c. 171, a. 3.

Formules types d'échafaudages.

4. Pour aider à l'application de la présente loi, le ministère du travail distribuera aux municipalités intéressées, sur demande, certaines formules-types d'échafaudages approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil, établissant les conditions auxquelles sera soumise la construction des échafaudages, au cours de l'érection des bâtisses. Ces formules seront fournies aux intéressés par les

## CHAPTER 151

### Scaffolding Inspection Act

Inspector of scaffoldings.

1. It shall be the duty of the municipal authorities in every city or town within the limits of which a public building within the meaning of section 2 of the Public Buildings Safety Act (Chap. 149) is being built or altered to employ as inspector of scaffoldings a competent person to take charge of the supervision and inspection of scaffolding and the lifts used for the distribution of the material intended for the building under construction. R. S. 1941, c. 171, s. 2 (*part*).

Charges.

2. Every such city or town municipal may, by by-law, provide that a charge of not more than three dollars be made for every such inspection. R. S. 1941, c. 171, s. 2. (*part*).

Certificate.

3. Every contractor, builder on his own account or foreman who uses scaffolding not less than fifteen feet in height must obtain a certificate of inspection of his scaffolding, signed by the inspector appointed for that purpose, and countersigned by the secretary of the municipality. R. S. 1941, c. 171, s. 3.

Approved forms of scaffoldings.

4. To facilitate the carrying out of this act, the Department of Labour shall distribute to the municipalities interested, on application therefor, certain forms of standard scaffoldings, approved by the Lieutenant-Governor in Council, establishing the conditions to which the making of scaffoldings during the erection of the buildings shall be subject. Such forms shall be supplied to the interested parties

autorités municipales de l'endroit, et nul certificat ne sera accordé pour un échafaudage qui ne sera pas conforme ou équivalent aux données de ces formules. S. R. 1941, c. 171, a. 4.

by the municipal authorities of the place, and no certificate shall be granted for scaffoldings not in accordance with or equivalent to the directions contained in such forms. R. S. 1941, c. 171, s. 4.

Annulation du certificat.

5. Si l'inspecteur des échafaudages constate, durant la construction d'une bâtisse, que les entrepreneurs, constructeurs ou contremaîtres négligent ou refusent de se conformer aux prescriptions des formules réglementant la construction des échafaudages et les monte-charge, et que ce refus ou cette négligence est de nature à compromettre la sécurité des ouvriers employés à la construction, il doit en faire rapport au secrétaire de la municipalité, lequel après un premier avis, pourra annuler le certificat d'inspection et prendre des procédures contre les parties en défaut. S. R. 1941, c. 171, a. 5.

5. If the inspector of scaffoldings finds that, during the construction of a building, the contractors or builders or foremen neglect or refuse to comply with the prescriptions of the forms regulating the making of scaffoldings and lifts, and if such refusal or neglect be of a nature to endanger the workmen employed in the building, he must report to the secretary of the municipality, who, after a first notice, may cancel the inspection certificate and take the necessary proceedings against the parties at fault. R. S. 1941, c. 171, s. 5.

Cancellation of certificate.

Contravention par constructeur.

6. Tout entrepreneur, constructeur ou contremaître qui refuse ou néglige de faire inspecter son échafaudage et le monte-charge, tel qu'exigé par l'article 3, ou refuse de suivre les formules relatives à la construction des échafaudages et des monte-charge, est coupable d'une infraction à la présente loi et passible, sur poursuite sommaire, devant un magistrat ou un juge de paix ayant juridiction, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et des frais. S. R. 1941, c. 171, a. 6.

6. Every contractor, builder or foreman who refuses or neglects to have his scaffoldings and lifts inspected as required by section 3, or who neglects or refuses to follow the forms in connection with the making of scaffoldings and lifts, shall be guilty of an offence under this act and liable, on summary proceeding before a magistrate or justice of the peace having jurisdiction, to a fine of not more than fifty dollars and costs. R. S. 1941, c. 171, s. 6.

Offence by builder.

Contravention par municipalité.

7. Toute corporation visée par la présente loi, qui néglige ou refuse de faire surveiller la construction des échafaudages et des monte-charge, d'émettre des certificats d'inspection, de distribuer les formules requises aux intéressés et de se soumettre à quelqu'une des présentes dispositions, est passible sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus vingt-cinq dollars et des frais. S. R. 1941, c. 171, a. 7.

7. Every corporation mentioned in this act which neglects or refuses to have the making of scaffoldings and lifts supervised, to issue inspection certificates, to distribute the forms required to the interested parties or to comply with any of such provisions, shall be liable on summary proceeding to a fine of not more than twenty-five dollars and costs. R. S. 1941, c. 171, s. 7.

Offence by corporation.

Poursuites.

8. Toute poursuite en vertu des dispositions de la présente loi est intentée, instruite et jugée d'après les dispositions de la Loi des poursuites sommaires (chap. 35). S. R. 1941, c. 171, a. 8.

8. Every prosecution under the provisions of this act shall be taken, proceeded with and decided according to the provisions of the Summary Convictions Act (Chap. 35). R. S. 1941, c. 171, s. 8.

Prosecutions.

Application de la loi.

9. La présente loi s'applique à toutes les cités et villes en cette province, mais

9. This act shall apply to all cities and towns in this Province, but nothing there-

Application of act.

rien de ce qui y est contenu n'est censé enlever aux municipalités le droit qu'elles possèdent déjà de réglementer la construction des échafaudages et des monte-charge, pourvu que ces règlements ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi. S. R. 1941, c. 171, a. 9.

in contained shall be deemed to take away from municipalities the right they already have to regulate the making of scaffoldings and lifts, provided such regulations be not inconsistent with the provisions of this act. R. S. 1941, c. 171, s. 9.

Pouvoir  
des muni-  
cipalités.

10. Les municipalités peuvent, par règlement, étendre l'application des prescriptions édictées par la présente loi, pour la sécurité de ceux qui travaillent sur des échafaudages et des monte-charge, à toutes autres constructions qui ne seraient pas comprises sous le nom d'édifice public au sens de l'article 2 de la Loi de la sécurité dans les édifices publics (chap. 149). S. R. 1941, c. 171, a. 10.

**10.** Any municipality may, by by-law, extend the application of the provisions of this act for the greater security of those who are working on scaffoldings and lifts, to all other buildings which are not comprised under the name of public buildings within the meaning of section 2 of the Public Buildings Safety Act (Chap. 149). R. S. 1941, c. 171, s. 10.

Power of  
municipa-  
lity.